Comité 21

Infos 21
lettre d'information du Comité 21
du 06/02/2019
Spécial Dialogue Sociétal n°194

FOCUS

Le dialogue sociétal, moteur d'une nouvelle alliance entre transition écologique et justice sociale

Ce numéro 194 d'Infos 21 est consacré au dialogue sociétal. Et ça tombe bien ! Car, s'il en est un exemple, c'est bien le « Grand Débat National » qui s'est engagé ce mois-ci à l'initiative du Président de la République. En effet, au travers des questions économiques (pouvoir d'achat, fiscalité...), sociales (inégalités, institutions, services publics...) et environnementales (transition écologique, territoires...), c'est bien le modèle de société dans laquelle nous aspirons à vivre qui est posé aux Français et, au-delà, c'est aussi notre modèle démocratique qui est interrogé, comme le révèle d'ailleurs le quatrième thème de ce débat.

Il faut d'ailleurs se féliciter, comme d'autres l'ont fait avec nous, que la France soit un pays où puisse se tenir une telle concertation, dans un calme relatif et dans un esprit somme toute constructif. Et il faut surtout en espérer, outre un « renouveau démocratique » comme le souligne le sociologue Bruno Latour dans un récent article intitulé « Du bon usage de la consultation citoyenne », une nouvelle alliance entre transition écologique et justice sociale.

Pour sa part, le Comité 21 entend pleinement participer à la réflexion collective et proposer des solutions au travers de son programme 2019, présenté le 22 janvier dernier à l'occasion de ses voeux : contribution à la finalisation de la Feuille de route nationale de mise en oeuvre de l'Agenda 2030 ; poursuite de son Tour de France des ODD ; programme en faveur de l'adaptation au changement climatique ; travaux sur l'engagement sociétal ; deuxième Forum sur la citoyenneté écologique, notamment.

Mais il prend aussi une initiative nouvelle rentrant directement dans le cadre de ce Grand débat. Une demi-journée spécifique sera ainsi organisée à Paris début mars pour contribuer directement et conjointement avec l'association ORÉE, l'Observatoire de la RSE (ORSE), et peut-être d'autres.

Ce partenariat inédit abordera principalement la transition écologique et la citoyenneté, autour de plusieurs thèmes traités chacun par l'un de ces réseaux : l'engagement citoyen, le financement de la transition, l'économie circulaire, les territoires, parmi d'autres à définir d'ici là. Des propositions communes seront débattues lors de ce débat, puis déposées sur le site officiel dédié au Grand débat.

Sans attendre, les initiatives présentées par les adhérents du Comité 21 dans ce numéro rentrent d'ores et déjà dans ce cadre, de la CPU à Suez en passant par l'AFD, la SNCF et des acteurs territoriaux. C'est d'ailleurs parfaitement logique pour une plateforme multiacteurs, dont le dialogue sociétal constitue le paradigme depuis 25 ans, comme en témoignent notamment ses toujours actuels « Principes directeurs pour un dialogue constructif avec les parties prenantes », paru dès 2015.

Le Comité 21 et ses partenaires de débat vous invitent donc à participer à cette initiative et dans l'attente, je vous souhaite à toutes et tous une bonne et belle année 2019.

Bettina Laville
Présidente du Comité 21

Actualités des adhérents

La CPU se donne pour mission de valoriser les projets de dialogue au sein des campus français

La notion de dialogue sociétal interroge les modalités de création de valeurs partagées entre différentes parties prenantes. C'est un véritable sujet pour les universités et la **CPU** : actrices des politiques publiques, ouvertes sur les territoires, lieux d'apprentissage et de diffusion des savoirs, lieux d'innovation et de recherche. Les actions initiées par les universités sur les territoires sont souvent remarquables et prouvent leur capacité à relever les défis sociétaux qui se posent avec une urgence particulière dans le contexte actuel. A titre d'exemple, l'Université d'Angers propose chaque année un évènement original, les « creatives days ». Outil de co-construction de projets, de dialogue et de rupture de la culture en silo, les *creatives days* ont ciblé cette année les personnels de l'université, afin de les former par la pratique aux techniques de créativité et d'animation d'ateliers, de participer à une réflexion globale pour faire

3 questions à ...

Pascal Perrineau, politologue et professeur à Sciences Po Paris, nommé parmi les garants du grand débat national

En quoi consiste la fonction de garant du Grand Débat ?

Ce collège des garants sert, dans un premier temps, à observer ce Grand Débat qui est une innovation institutionnelle radicale à la fois en

émerger des idées innovantes et vivre une expérience unique partagée par tous les personnels. Autre exemple, le projet ESS Cargo à l'université de Rennes 2 : espace de solidarité, d'économie circulaire et de lutte contre les gaspillages ; espace favorisant le renforcement du lien social et le bien vivre-ensemble à l'échelle d'un quartier ; espace de créativité pour porter une dynamique de co-working à l'image des fabriques à initiatives citoyennes, mais aussi lieu d'innovation sociale sur le territoire rennais au bénéfice des publics fragilisés. ESS Cargo permet de participer à un nouveau projet de territoire sur la métropole rennaise et renforce les liens intercampus et l'ancrage territorial de l'université. La CPU se donne pour mission de valoriser et de rendre plus visible ces projets d'innovation sociale qui essaiment sur de nombreux campus français. Pour en savoir plus. Céline Leroy - Celine.Leroy@cpu.fr

La consultation et le dialogue parties prenantes au c½ur de la stratégie de l'AFD

Le groupe **AFD** reconnait le dialogue avec les parties prenantes comme un pilier de sa démarche de responsabilité sociétale au sens où il contribue à intégrer les préoccupations en matière sociale, environnementale, éthique, de droits de l'homme dans ses stratégies et interventions. Les documents stratégiques élaborés par l'AFD qui déterminent ses axes d'intervention, au niveau des secteurs, des géographies ou encore sur des sujets transversaux, font l'objet d'une consultation des parties prenantes (organisations de la société civile, collectivités territoriales, entreprises, instituts de recherche, etc.) avant leur passage en Conseil d'administration. Une fois validés, ces documents stratégiques sont consultables sur le site internet de l'AFD. En 2018, l'AFD a notamment lancé une consultation numérique pour permettre à toutes ses parties prenantes, internes comme externes, de réagir aux propositions stratégiques qui guideront l'action du groupe pour les années 2018-2022. La consultation qui s'est déroulée du 12 février au 16 mars a mobilisé 860 participants externes et 213 agents. Toutes ces contributions ont été prises en compte, synthétisées et publiées sur la plateforme de consultation numérique. Comme l'AFD s'y était engagée, une réunion de restitution a été organisée à laquelle une centaine de personnes ont assisté et l'AFD a répondu de façon argumentée aux 12 propositions des participants les plus plébiscitées. Pour en savoir plus. Jérôme Dupuis - dupuisj@afd.fr

SNCF Réseau crée un comité national des parties prenantes

Depuis plus de quinze ans, **SNCF Réseau**, et auparavant Réseau ferré de France, a organisé des concertations sur ses projets de nouvelle ligne ferroviaire. L'évolution de la politique des transports en faveur du réseau existant a réorienté les sujets de concertation autour d'opérations de modernisation pour améliorer la qualité de service (suppression de passage à niveau, création de halte, mise en accessibilité des gares...). Fort de son expérience en matière de dialogue territorial, SNCF Réseau a souhaité en 2018 approfondir ses relations avec ses différentes parties prenantes (associations, entreprises, agences de l'Etat, parlementaires, universitaires...), en créant un comité national des parties prenantes, lieu de débat, de partage d'expériences, véritable laboratoire d'idées, autour des axes stratégiques de l'entreprise. Dans la continuité, et pour poursuivre l'ouverture de l'entreprise, seront créés en 2019 des comités régionaux de parties prenantes sur l'ensemble des territoires. Pour en savoir plus. Julie Taldir - julie.taldir@reseau.sncf.fr

France et dans le monde. Pour réaliser cette mission, nous sommes presque chaque jour sur le terrain, dans ces « réunions d'initiatives locales », ou débats locaux, qui sont à ce jour 2700 à être enregistrées sur le site du grand débat, un nombre qui devrait monter jusqu'à 6 000 voire 7 000. Dans un second temps, les garants ont pour tâche d'interroger la mission du grand débat national, c'est-à-dire d'étudier l'action de l'administration qui s'occupe de le gérer et qui s'occupe du site, qui fait déjà l'objet de plus d'1 million de visites directes et de plus de 500 000 contributions.

A quoi ressemblent les débats que vous avez observés sur le terrain ?

De prime abord, ce qui en ressort, c'est la présence des maires, qui mettent à disposition des espaces tels que des salles de mairie, mais qui savent également s'effacer pour ne pas influencer le processus du débat. Ensuite, on observe également la présence de citoyens de base qui, jusqu'alors, n'avaient probablement jamais pris la parole. Je dirais donc que, si on a souvent dit qu'il y avait un certain nombre de primo-manifestants dans les manifestations des Gilets Jaunes, dans ces débats locaux, il y a de nombreux « primo-parlants ». Le débat n'est donc manifestement pas réservé aux professionnels de la parole (représentants d'associations, syndicats), même s'ils sont là et ont bien-sûr droit au chapitre. Le citoyen de base rentre également dans un processus de proposition, ce qu'il faut absolument favoriser.

En tant que garant de l'indépendance, comment assurer la neutralité de ce débat mis en oeuvre et piloté par l'exécutif ?

Tout d'abord, il faut rappeler que ce débat est initié par l'exécutif en quelque sorte sous la contrainte d'un mouvement social. Ensuite, on peut espérer que l'Etat garde une certaine indépendance vis-à-vis des forces de la majorité et du gouvernement. De plus, l'exécutif est certes à la manoeuvre, mais la parole des Français est libre, et je peux l'assurer, pour avoir regardé attentivement les cahiers de doléances, qui avaient d'ailleurs été mis à disposition avant le 15 janvier. Ainsi, la masse des contributions garantit d'abord la diversité et le pluralisme de l'expression des citoyens et, dans un second temps, les garants observeront le processus de restitution de cette masse à partir de fin février-début mars. Nous serons extrêmement attentifs à la manière dont seront analysées et restituées ces contributions. Nul doute que l'existence de ce débat mettra en lumière la nécessité de repenser la démocratie participative, qui va au-delà des missions des organismes traditionnellement convoqués dans ce type de processus comme par exemple la CNDP.

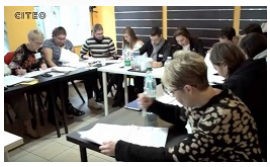
Pour en savoir plus

Les « Principes directeurs pour un dialogue constructif avec les parties prenantes » du Comité 21

En janvier 2015, le Comité 21 publiait officiellement ses « *Principes directeurs pour un*

Le dialogue parties prenantes et la concertation comme outil pour la prise de décision chez SUEZ

En raison de la diversité des intérêts qui s'expriment autour de ses métiers, **SUEZ** considère le dialogue multipartite comme une nécessité, et le déploie à tous les échelons pertinents, institutionnels comme opérationnels. Parmi ces dispositifs, et à l'échelle institutionnelle, le Groupe organise depuis 2007 des sessions de consultation des parties prenantes afin de construire, tester et affiner sa stratégie de développement durable. Au total, une dizaine de sessions ont d'ores et déjà été organisées, réunissant en moyenne une vingtaine de parties prenantes externes issues majoritairement d'ONG, d'institutions publiques, de milieux académiques, collectivités, bailleurs de fonds, associations de consommateurs et agences de notation, avec une volonté d'intégrer de nouvelles parties prenantes à chaque nouvelle consultation. En 2018, un panel de 14 parties prenantes externes a été constitué afin de dresser un premier bilan de la mise en oeuvre de la Feuille de Route 2016-2021, elle-même élaborée en concertation avec les parties prenantes, et débattre autour de la mise en oeuvre du Plan de Vigilance présenté à la même occasion. Les comptes rendus de ces échanges, animés par un tiers garant, sont publiés après chaque consultation. Pour en savoir plus. Thomas Pouedras - thomas.pouedras@suez.com



Citeo mise sur la participation citoyenne pour faire progresser le geste de tri

Partant du constat que seul un Français sur deux trie systématiquement ses déchets et que les villes trient deux fois moins efficacement que les zones rurales, **Citeo** a souhaité faire progresser le geste de tri grâce à la mobilisation et la participation directe des citoyens. Pour répondre aux défis du tri et de l'économie circulaire, l'entreprise a ainsi mis en place, en partenariat avec l'entreprise BVA, les premiers « Ateliers citoyens ». Cette initiative collaborative propose d'aller directement à la rencontre des Français afin de les sensibiliser aux enjeux du tri, mais aussi de recueillir leurs idées et propositions. Pour ce faire, deux groupes de 15 citoyens à Strasbourg et à Marseille, animés par BVA, ont travaillé selon la méthode de la conférence de consensus pendant trois week-ends, pour faire émerger des solutions permettant de développer le geste de tri. Ces ateliers se sont déroulés en trois séquences : une phase de sensibilisation, une phase de créativité et d'intelligence collective et une phase de mise en commun et de sélection par consensus de leurs idées. Le résultat de ces dialogues citoyens est plus que fructueux, puisque plus de 50 propositions d'« idées-actions » sur le thème du tri et du recyclage ont émergées et ont été remises à Citeo pour donner lieu à une étude plus approfondie. Pour en savoir plus. Olivia Retali - olivia.retali@citeo.com

Ecoute et concertation : les solutions d'accompagnement d'Altereo pour l'entreprise Mésolia

Altereo, cabinet de conseil en responsabilité sociétale et performance globale, accompagne le projet d'entreprise de Mésolia depuis 2015. Mésolia, Entreprise Sociale pour l'Habitat du grand Sud-Ouest, gère un patrimoine de plus de 20 000 logements. Altereo a mis le dialogue sociétal et l'intelligence collective au coeur de son intervention, cette démarche répondant à plusieurs objectifs : partager le diagnostic et la vision des enjeux ; définir des objectifs pertinents ; concevoir des plans d'actions innovants et concrets ; impliquer les participants dans la durée. Altereo s'appuie sur une méthodologie éprouvée intégrant notamment l'analyse des enjeux, l'identification des parties prenantes et le choix des participants, la définition des objectifs et de « règles du jeu », des séquences d'écoute et de concertation. La démarche, associant les salariés et près de 100 parties prenantes (collectivités, associations,

dialogue constructif avec les parties prenantes », fruit d'un travail en co-construction avec près de 80 partenaires. Par leur portée universelle, les *Principes directeurs* ont vocation à promouvoir l'intégration des démarches de dialogue avec les parties prenantes dans les processus de gouvernance et de management de toutes organisations. Le dialogue avec les parties prenantes est présenté comme un levier créateur de liens, d'innovation et de valeur ajoutée dans une société qui doit faire davantage place à l'écoute et la co-construction. Le CGDD, la Fondation de France et l'ADEME ont notamment soutenu financièrement ce projet. Si vous souhaitez en savoir plus sur ce projet et que votre organisation rejoigne la vingtaine d'organisations signataires des « *Principes directeurs pour un dialogue constructif avec les parties prenantes* », n'hésitez pas à contacter Sarah Dayan - dayan@comite21.org. A lire. 12 pages.

Charte de la participation du public : définition d'un cadre pour un processus participatif vertueux

La Charte de la participation du public, dont le Comité 21 est adhérent, lancée en 2016 par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire, expose des valeurs et des principes afin de servir de référentiel pour la mise en oeuvre de processus de participation du public, de faciliter la réalisation de projets participatifs et d'améliorer l'efficacité des décisions impactant le cadre de vie des citoyens. La participation du public constituant un élément crucial dans l'élaboration d'une décision, la charte proclame que toute personne doit pouvoir participer à l'élaboration d'un projet qui la concerne et peut être utilisée par des organismes ou personnes s'engageant à la mettre concrètement en application. Tous les citoyens, associations ou porteurs de projet peuvent adhérer à la charte en remplissant et transmettant un formulaire d'adhésion. Grace aux principes et valeurs clairement établis dans ses articles, ce document propose finalement un cadre de référence et un outil pour mettre en oeuvre la démocratie participative. A lire. 4 pages

La société civile comme levier de la transition écologique : la problématique de « L'oeil du CESE » de janvier

« *Faire de la société civile l'accélérateur de la transition écologique* » : c'est le titre du numéro de janvier de *L'oeil du CESE*, une revue trimestrielle proposant un regard transversal sur des problématiques actuelles et mettant en perspective les travaux du CESE. Une thématique d'autant plus prégnante aujourd'hui que, comme le

entreprises, ...) a conduit à la définition de priorités stratégiques. Elle constitue un puissant levier de dynamique collective, d'implication des équipes et d'accompagnement du changement, de création de confiance avec les parties prenantes. Altereo met en oeuvre ce type de démarche dans divers secteurs : logement social, agriculture, industrie ... Pour en savoir plus. Thierry Marneffe - thierry.marneffe@gmail.com

Parties prenantes chez Pôle emploi : les actions initiées depuis 2018

Afin de mettre en application la recommandation de la Commission Européenne de 2017, encourageant à une plus grande inclusion des parties prenantes, le département RSE de **Pôle Emploi** a souhaité associer ces dernières aux engagements 2018 de l'entreprise, et ainsi poser les jalons de sa stratégie 2019-2022. Fin février 2018, une session LAB de 2 jours a ainsi réuni un panel de parties prenantes externes et internes de plus de 50 participants, dont le Comité 21 faisait partie, afin de recueillir leurs attentes vis-à-vis de la RSE de Pôle emploi. La conclusion a été unanime : « Renforcez le dialogue avec vos parties prenantes ! ». Entre mars et juin 2018, une démarche de concertation interne et externe a également été menée à l'occasion de la construction du futur projet stratégique 2019 - 2022 de Pôle emploi, afin de recueillir des propositions sur l'offre de service ainsi que sur le fonctionnement interne, qui ont pu faire écho à la dimension RSE (par exemple : la confiance à renouer avec des publics très fragilisés). En parallèle de ces concertations, le Cabinet B&L a accompagné cette démarche sur le champ méthodologique, notamment la construction de la matrice de matérialité et la cartographie des Parties prenantes. En novembre 2018, la création du groupe d'experts RSE a été décidée, pour initier le dialogue avec les parties prenantes externes et intégrer leurs recommandations. Le format-test est un groupe de travail de 10 à 15 experts RSE, en lien avec les différents thèmes à l'ordre du jour, sur 2 à 3 réunions par an. Enfin, le 15 janvier dernier, le groupe d'experts, constitué de 16 spécialistes représentatifs des enjeux RSE majeurs de Pôle emploi, a été réuni pour la 1ère fois, sur le thème « Orientations RSE 2019-2022 et feuille de route 2019 ». Pour en savoir plus. Hélène Rambourg - helene.rambourg@pole-emploi.fr

Nantes métropole dédie son 3e grand débat métropolitain à l'enjeu de la longévité

Lancé le mardi 15 janvier, le 3e grand débat métropolitain de **Nantes**, intitulé « *Longévité, ouvrons les possibles* », sera ouvert aux contributions durant 4 mois. Ce dernier invite habitants, acteurs associatifs et institutions à exposer leurs regards et à proposer des solutions pour faire face aux défis de l'allongement de la durée de vie. En effet, la question de la longévité permet d'aborder plusieurs changements majeurs pour le 21e siècle, à commencer par la transition démographique qu'elle implique, puisque la population de personnes âgés devrait fortement augmenter. Le thème de la longévité représentant ainsi un enjeu sociétal majeur, mais relevant également de la sphère de l'intime, ce débat concerne toutes les tranches d'âge et nécessite dès lors d'être nourri d'une grande diversité de points de vue. Dans ce même esprit de diversité, cette initiative de dialogue citoyen propose d'aborder à la fois des questions personnelles et des enjeux tels que celui de l'habitat pour personnes âgées ou encore de l'organisation de la ville. Chacun peut donc contribuer à ce débat via la plateforme internet de Nantes Métropole afin de poster son avis ou de réagir à une proposition. Un festival citoyen et prospectif se tiendra à l'automne 2019 afin de présenter ses conclusions ainsi que les pistes d'actions qui en émanent. Pour en savoir plus

souligne dans l'Edito Patrick Bernasconi, président du CESE, la société civile pourrait jouer un rôle moteur dans la transition écologique à l'heure où celle-ci, ainsi que les nombreux efforts qu'elle implique, sont de moins en moins acceptés socialement. La société civile s'est en effet saisie de nombreuses questions liées à la transition avant même qu'elles n'aient un écho dans le débat public. Or, s'il apparait clairement qu'il est urgent d'agir, le bilan n'en reste pas moins que la transition écologique ne va ni assez vite, ni assez loin. Ce numéro consacre donc un dossier présentant les propositions du CESE pour permettre à la société civile de jouer un rôle d'accélératrice du changement. Parmi celles-ci, le CESE recommande tout d'abord de mieux répartir la charge des responsabilités en matière de transition, en mettant fin à l'injustice climatique, notamment grâce à une fiscalité socialement aménagée. De plus, le CESE préconise que ces responsabilités soient hiérarchisées en tenant compte du principe de subsidiarité climatique : si les actions individuelles constituent bel et bien une condition nécessaire pour réaliser la transition écologique, cette dernière ne pourra se faire sans mettre au premier plan la responsabilité des Etats, des entreprises et des territoires, avec pour socle la coopération internationale. La suite du dossier met également en lumière les moyens pour trouver des financements afin de rendre la transition plus équitable. Le CESE propose enfin quelques leviers pour faire advenir une « société écologique », tels que l'éducation au développement durable, qui permettrait de développer une conscience écologique. A lire. 24 pages

Grand Débat National : le décret instituant le collège de garants est publié

Le grand débat national

Le 31 janvier dernier, le décret n°2019-61, qui institue le collège de garants du Grand Débat, a été publié. Le Premier Ministre y décrète notamment que les cinq membres, Jean-Paul Bailly, Nadia Bellaoui, Guy Canivet, Isabelle Falque-Pierrotin et Pascal Perrineau, auront pour mission d'organiser et de coordonner ce débat. Le collège aura notamment pour devoir de veiller au respect de l'impartialité et de la transparence du déroulement du Grand Débat par l'examen de ses modalités d'organisation et de synthèse des contributions recueillies, pour ensuite établir un rapport qu'il devra rendre public. A lire

Les Débats du Comité 21

Retour sur le Débat « Humanité, humanisme et climat » du 22 janvier

Des projets pour développer la démocratie participative et la consultation des habitants à Mauges-sur-Loire

Créer des groupes citoyens à l'échelle de la commune nouvelle, une grande première à **Mauges-sur-Loire** ! 200 Mauligériens ont répondu à l'appel lors des Rencontres avec les élus fin novembre. La problématique est simple : en tant que commune nouvelle, Mauges-sur-Loire (49) passera de 195 à 35 conseillers municipaux après les élections de 2020. Une forte diminution qui impactera les prises de décision. Pour conserver la vitalité démocratique et le lien de proximité, l'implication des habitants, qui apportent un précieux regard de terrain, est essentielle. Lors des Rencontres, les habitants ont réfléchi en petits groupes aux modalités de mise en oeuvre des Conseils de quartier et Comités consultatifs : « Quel est le périmètre d'un quartier ? Comment sont désignés les membres ? Quelles sont leurs missions ? ». Pour continuer les échanges et présenter des proposition concrètes, un groupe d'une vingtaine de citoyens volontaires va se réunir tout au long de l'année 2019. Son objectif : proposer un schéma de gouvernance de la commune pour 2020, où conseillers municipaux et groupes citoyens collaboreront dans l'avancement des projets. Pour en savoir plus. Contact : accueil@mauges-sur-loire.fr

Le Comité 21 en action

AU NATIONAL

L'adaptation à l'international : le thème du 4e atelier du Programme Adaptation du Comité 21

Mercredi 23 janvier, une vingtaine de nos adhérents ont participé à l'atelier #4 du Programme Adaptation aux changements climatiques que propose le Comité 21. Qu'ils soient représentants d'entreprises, collectivités, associations ou d'établissements d'enseignement supérieur, tous ont émis le souhait d'apprendre et d'échanger sur la thématique de l'adaptation à l'international. Dans une première partie, **Bettina Laville**, présidente du Comité 21, qui fut notamment négociatrice Climat pour la France et conseillère ministérielle sur les questions environnementales, a dressé un bilan historique de l'émergence et du traitement de l'adaptation dans les COPs. Puis, **Guillaume Simonet**, expert Adaptation (PhD), a présenté plusieurs rapports et cas d'études de projets d'adaptation dans le monde. L'occasion pour nos adhérents de s'interroger sur les obstacles et facteurs de réussites de tels projets, et d'échanger sur les initiatives de leurs propres organismes dans ce domaine, avec toutes les spécificités qu'impliquent leurs différents métiers et territoires. L'atelier #5 aura lieu le jeudi 21 mars de 14h30 à 17h et abordera les indicateurs de l'adaptation aux changements climatiques. Inscriptions à : cadon@comite21.org. Pour en savoir plus

Le MOOC Objectifs du Développement Durable sacré « Meilleur MOOC conçu par une université/école » !

Mardi 22 janvier, le Comité 21 organisait, avant la présentation de ses Voeux 2019, le débat « Humanisme, humanité et climat », animé par **Bettina Laville**, avec les interventions de **Valérie Masson-Delmotte**, paléoclimatologue, membre du GIEC, et de **Marie-Laure Salles-Djelic**, professeure à Sciences Po, membre du panel international sur le progrès social. L'objectif de ce débat consistait à croiser deux des principales préoccupations de notre époque : le changement climatique et les rapports sociaux. Il a effectivement permis de relever les nombreuses interactions entre sciences du climat et sciences sociales : rôle essentiel des groupes sociaux, des coalitions d'action et de la responsabilité, sans préjudice de l'importance du droit ; nécessité des indicateurs, des mesures et de la prise en compte des externalités ; perception des « révolutions invisibles » ; actions sur la demande ; réappropriation des outils technologiques ; rôle de l'éducation... Les deux intervenantes ont aussi précisé chacune la méthode d'élaboration de leur rapport : pour le "GIEC climat", cadrage en phase avec les différents accords internationaux existants, rédaction de chaque chapitre par des experts désignés, relecture critique par d'autres, session plénière d'approbation, avec en tout les contributions de 1000 auteurs, commentées par plus de 40000 personnes, alors que le "GIEC social" a volontairement adopté une démarche totalement indépendante vis à vis des Gouvernements, fait appel à près de 250 experts pendant trois ans, chaque équipe prenant en charge une thématique sociale et sociétale... Pour Valérie Masson-Delmotte, comme pour Marie-Laure Salles-Djelic, leurs travaux vont se poursuivre, notamment en termes de vulgarisation, pour les décideurs, les jeunes ou les citoyens, et du traitement plus approfondi de certaines thématiques... Voir le débat

Save the Date : 14 mars débat « Les entreprises disposent-elles des instruments nécessaires pour répondre aux injonctions sociétales ? »

Deux raisons principales poussent à s'interroger sur l'ambition et l'opérationnalité des outils à disposition des entreprises pour répondre aux attentes sociétales de plus en plus prégnantes. D'une part, ces attentes, qu'elles soient de nature sociales, écologiques ou économiques, s'accélèrent et s'intensifient. D'autre part, il apparaît clair, compte tenu de l'urgence climatique et de la fracture sociale, qu'il faut agir vite et que les citoyens se tourneront de plus en plus vers les entreprises pour apporter des réponses aux questions qui les préoccupent. Ainsi, nous n'en sommes

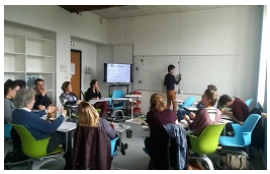
Les « Mooc of the Year », organisés par My Mooc, leader européen dans le référencement de formations en ligne certifiantes, récompensent chaque année les meilleures acteurs du domaine de la formation en ligne. Pour cette 3e édition, **l'UVED**, nominée pour le MOOC « Objectifs de Développement Durable - Ensemble, relevons le défi ! », dont le **Comité 21** est partenaire, a été l'heureuse gagnante et lauréate de la catégorie « Le Meilleur MOOC conçu par une université/école ». Le MOOC ODD, est un cours en ligne gratuit et ouvert à tous, et à présent disponible en 5 langues (anglais, espagnol, arabe, russe et portugais). Introductif, il analyse ce que ce sont ces Objectifs, comment ils interagissent entre eux, et comment les différents acteurs peuvent se mobiliser et agir concrètement. Pluri-partenaire et pluridisciplinaire, il fait intervenir 32 spécialistes, des femmes et des hommes issus de 26 établissements représentant le monde académique, les secteurs public et privé, et la société civile. D'une durée de 4 semaines, cette formation propose du visionnage de courtes vidéos, des activités pédagogiques (quiz, exercices de réflexion, débats), de la découverte d'initiatives, de l'approfondissement grâce à des bibliographies ainsi qu'un forum d'échange. La première session, qui a été jouée à l'automne 2018 sur la plateforme Fun et qui a rassemblé 13 248 inscrits issus de 114 pays, est close. Les vidéos, doublées en plusieurs langues, peuvent être retrouvées sur le portail d'UVED, Canal-UVED ou YouTube UVED. *Le Comité 21 est partenaire du MOOC et coordinateur de la 4ème semaine « Les acteurs s'emparent des ODD »*. Pommeray - mooc@fondation-uved.fr

RENCONTRES NATIONALES DE LA PARTICIPATION

Rencontres Nationales de la Participation : le Comité 21 invité à intervenir sur le dialogue parties prenantes

Les Rencontres nationales de la Participation est un événement annuel se déroulant à Grenoble et réunissant des professionnels ainsi que des praticiens non professionnels de la concertation, des citoyens, des décideurs, des militants et des experts. Concentrée sur 3 jours, cette 3e édition des Rencontres sera l'occasion d'échanger, de coconstruire, de se former, en participant à ateliers et des débats. Le **13 mars**, le **Comité 21** interviendra dans un débat « Comment l'entreprise dialogue avec ses parties prenantes » organisé par **SCNF Réseau**. Pour en savoir plus. Inscription

AU GRAND OUEST



Découvrez la formation « Organiser et animer un processus de concertation avec les acteurs du territoire »

En complément des ateliers, le Comité 21 propose aux acteurs régionaux une offre complète de formations courtes, disponibles en inter ou intra entreprises. Les 4 et 5 novembre aura lieu la formation « *Organiser et animer un processus de concertation avec les acteurs du territoire* », un enjeu au coeur du thème du « **dialogue sociétal** ». En effet, la concertation a pour objectif de rassembler les acteurs d'un territoire autour de politiques et de projets à coconstruire. Les collectivités jouent alors un rôle clef dans l'orchestration et l'animation de ces processus permettant une réelle implication des acteurs dans la transition vers un développement durable. Destinée prioritairement aux élus et services des collectivités territoriales (communes, EPCI, départements, régions) de tous niveaux, cette formation de deux jours et demi aura pour objectifs de : comprendre les fondamentaux d'une stratégie de concertation réussie ; découvrir et expérimenter des méthodes d'animation de réunion et de temps d'intelligence collective ; savoir quelle(s) méthode(s) employer selon le contexte, les projets, les ambitions et le(s) public(s) ; maîtriser les clés d'une réunion participative, productive et conviviale ; appréhender les

qu'aux prémices de la relation entre entreprises et enjeux sociétaux. C'est pourquoi il nous semble essentiel d'analyser les instruments dont disposent aujourd'hui les entreprises pour être à la hauteur de cette relation d'interdépendance avec la société (RSE, loi Pacte, loi sur le devoir de vigilance, ODD etc.). *Finalisation du panel d'intervenants en cours*.

La vie de l'association

Sarah Schönfeld, nouvelle directrice de l'établissement national du Comité 21

Le Comité 21 est heureux de vous annoncer la nomination par son Conseil d'Administration de **Sarah Schönfeld**, précédemment en charge du secteur international de l'association, comme Directrice de l'Etablissement national. Diplômée de Sciences Po Bordeaux et titulaire d'un Master 2 en relations internationales, Sarah Schönfeld a commencé sa carrière à l'AFD, où elle a travaillé au service des relations extérieures pour initier des partenariats avec les collectivités locales. Elle est ensuite devenue collaboratrice auprès du Vice-président du Conseil régional de Rhône-Alpes, chargé des relations internationales. Après 4 années comme responsable de pôle à Cités Unies France, où elle a participé à l'animation de la coopération décentralisée française avec la Chine et l'Inde et sur des thèmes comme le développement urbain durable, le climat et l'eau et l'assainissement, elle entre au Comité 21 en 2014, où elle est en charge du secteur international et participera à la coordination de « Solutions COP21 ». Elle organise les délégations « multi-acteurs » des conférences internationales, suit l'Agenda 2030, prépare notamment la contribution du réseau au Forum Politique de Haut Niveau et développe le nouveau programme dédié à l'adaptation au changement climatique. Sarah Schönfeld - schonfeld@comite21.org - 01 55 34 75 28

Présentation des Voeux du Comité 21 : du neuf en 2019 !

Le 22 janvier dernier, le Comité 21 présentait ses Voeux de début d'année à la **Maison des Economies Solidaires et Innovantes** (Les Canaux). Après le débat « Humanité, humanisme et climat », Bettina Laville a pris la parole pour présenter les nouveautés pour 2019. Pour cette nouvelle année, le Comité 21 prend en effet un nouveau départ puisque, près de 25 ans après sa création, il a souhaité actualiser ses statuts. Les Voeux 2019 ont été l'occasion de mettre en lumière ces changements, parmi lesquels l'actualisation de l'objet social, la création d'un groupe associatif qui réunira plusieurs établissements - un établissement national et des établissements régionaux pour

compétences et la posture nécessaire pour tout animateur/facilitateur de dispositif participatif. *Pour découvrir notre offre de formations. Contact : Antoine Charlot - charlot@comite21.org*

Publication du cahier de restitution « Changements climatiques : comment s'adapter ? En pays de la Loire »

Le 24 novembre 2017 se tenait la journée régionale de partage et d'échanges « Changements climatiques : comment s'adapter en Pays de la Loire ? » organisée par le Comité 21 Grand Ouest, la Région des Pays de la Loire et l'ADEME Pays de la Loire avec l'appui de nombreuses structures partenaires qui ont largement contribué au succès de cette journée. Le cahier de restitution de la journée, à laquelle ont participé plus de 250 personnes, est maintenant disponible. Il fait la synthèse des nombreuses productions écrites issues des 8 ateliers thématiques de la journée : la sensibilisation et l'éducation aux risques climatiques, les collectivités locales et l'aménagement des territoires, la résilience des réseaux, l'évolution des pratiques agricoles, la santé et la vulnérabilité climatique, les entreprises et les risques climatiques, les ressources en eau et enfin le rôle et les conséquences sur la biodiversité. *Vous pouvez le télécharger en version numérique, et aussi demander à recevoir un exemplaire papier en remplissant le formulaire ci-dessous à remplir avant le 24 février 2019. Contact : Alexandre Pleurdeau - pleudreau@comite21.org*

Retour sur l'atelier-débat « Le smart au service de territoires durables »

Si elle apparait de prime abord comme une solution attractive, la « *smart city* » (ville intelligente) soulève encore de nombreuses interrogations. Quelles sont les caractéristiques d'un territoire connecté et intelligent ? Ce concept est-il uniquement réservé aux métropoles ou aux grandes villes ? Peut-on imaginer des « smart villages » ? Quelle forme prend la participation citoyenne dans les projets de territoires intelligents ? Comment favoriser l'expérimentation des équipements de demain ? Ce sont quelques-unes des problématiques qui ont été abordées lors de cette journée d'atelier-débat, organisée par le Comité 21 Gran-Ouest, au laboratoire « Ville durable » de l'école de design de Nantes. La matinée a débuté avec la présentation de **Tangui Fouyer** du cadre d'expérimentation tracé par la **SAMOA**, qui favorise la mise en oeuvre de tests d'aménagements "intelligents" sur l'île de Nantes. Parmi ces aménagements, le projet « rue connectée » rassemble des dispositifs d'éclairage public interactif, une station de gonflage solaire autonome pour vélo ou encore de la voirie photovoltaïque, et comprend également un volet participatif (ateliers citoyens, concertation avec les acteurs locaux...). L'intervention de **Mathieu Clavier**, chargé de mission **Nantes City Lab** à Nantes métropole, intitulée « Transformer un territoire en terrain d'expérimentation intelligent », a confirmé la nécessité du caractère collaboratif des projets *smart*. Ensuite, un panorama des initiatives environnementales connectés à travers la France a été présenté par **Yannick Sourisseau**, rédacteur en chef de **Ville Intelligente le Mag**. Enfin, **Camille Chevroton** de l'**Ecole de Design Nantes Atlantique** a apporté son expertise sur les conditions d'émergence du "village connecté" et des solutions smart et citoyennes, notamment dans les territoires ruraux. La matinée s'est terminée avec une présentation *in situ* du dispositif de voirie photovoltaïque par **Julien Roca** de la **Creative Factory**.

Rendez-vous du Comité 21

accompagner les acteurs sur les enjeux territoriaux - la simplification des barèmes d'adhésion, ou encore la création d'un 5e collège destiné aux citoyens. La nouvelle directrice de l'établissement national, **Sarah Schönfeld**, ainsi que le directeur de l'établissement Grand Ouest **Antoine Charlot**, ont ensuite détaillé leur feuille de route pour 2019 ainsi que les expertises de chaque établissement, avant de célébrer ce début d'année avec les participants. Le Comité 21 tient à remercier chaleureusement à la centaine d'adhérents et acteurs du développement durable présents pour l'occasion, ainsi que l'équipe des Canaux pour leur accueil. Pour en savoir plus sur les nouveautés 2019

Emploi : le Comité 21 recrute !

L'établissement national du Comité 21, basé à Paris, propose plusieurs offres d'emploi et de stage à pourvoir : un.e **Responsable de Programme Territoires**, un.e **stagiaire RSE/ Engagement sociétal**, et un.e **stagiaire Chargé.e de Communication**. N'hésitez pas à nous envoyer vos candidatures ! Consulter les descriptifs des offres : Responsale de Programme Territoires, Stage RSE, Stage Communication.

A votre agenda : l'Assemblée générale du Comité 21 le 20 juin 2019 à Paris

Nous donnons rendez-vous à l'ensemble de nos adhérents pour une Assemblée générale le 20 juin prochain. A la suite d'un moment dédié aux adhérents, cette AG sera l'occasion de clore l'année qui vient de s'écouler avec l'approbation du rapport d'activité et des comptes (2018), ainsi que de valider le programme d'activité et le budget de l'année (2019). Le contact privilégié de chaque adhérent recevra très prochainement un mail pour confirmer le lieu et l'heure, et spécifier les modalités d'inscription.

Le Comité 21 dans la presse

Découvrez l'interview de la directrice du Comité 21 dans RSEDATANEWS

La semaine dernière, **Sarah Schönfeld**, nouvellement nommée directrice de l'établissement national du Comité 21, était interviewée par le média spécialisé des sujets RSE et développement durable **RSEDATANEWS**. Dans cette interview, elle décrit notamment ce qui fait l'identité du Comité 21 : l'accent mis sur le multi-acteurs, le dialogue, ainsi que l'accompagnement de l'ensemble de

AU NATIONAL

Rendez-vous le 21 mars pour l'Atelier #5 du Programme Adaptation aux changements climatiques dédié aux indicateurs de l'adaptation !

L'atelier #5 du Programme Adaptation aux changements climatiques, destiné aux adhérents du Comité 21, aura lieu le **jeudi 21 mars**, de 14h à 17h30, dans les locaux du Comité 21 national à Paris. Animé par **Guillaume Simonet**, expert Adaptation (PhD), cet atelier sera cette fois consacré aux indicateurs de l'adaptation aux changements climatiques. Il s'agira d'une part d'en présenter des exemples mis en place sur le terrain par des collectivités et entreprises mais aussi de réfléchir ensemble à la création d'indicateurs propres aux activités et territoires des participants. Inscriptions obligatoires à : cadon@comite21.org

AU GRAND OUEST

Découvrez le programme d'activité 2019 du Comité 21 Grand Ouest

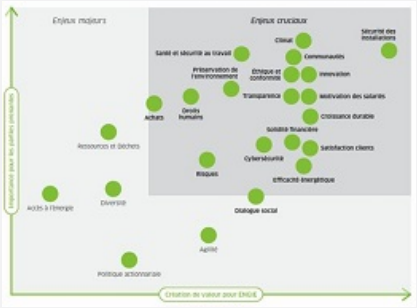
Afin de poursuivre les transitions écologiques, sociales et économiques, la feuille de route 2018-2020 du Comité 21 Grand Ouest se décline en 4 expertises : responsabilité sociétale des organisations ; transitions et innovations territoriales ; économie circulaire ; performance énergétique et adaptation aux changements climatiques. Pour décliner de manière opérationnelle cette feuille de route, le Comité 21 propose à ses adhérents des ateliers-débats, qui permettent aux acteurs de confronter leurs expériences avec les autres participants, de progresser dans leurs pratiques et d'enrichir leurs compétences. Ces ateliers se déroulent en deux temps. Le matin, le Comité 21 organise des visites pour s'inspirer des réussites accomplies en région**.** Un (ou plusieurs) témoignage(s), suivi(s) de discussions, sont animé(s) pour appréhender la thématique de façon concrète, identifier les sujets émergents ainsi que les mesures prioritaires. L'après-midi, le Comité 21 réunit de façon privilégiée les responsables « développement durable » et « RSE » pour prolonger les échanges, aborder la thématique dans une approche transversale et co-construire un plan d'actions. Découvrez le programme d'activités 2019 du Comité 21 Grand Ouest. Antoine Charlot - charlot@comite21.org

26 février : Atelier-débat "Entreprises à mission : vers une nouvelle forme d'engagement ?"

« Entreprise à mission » : demain, ce statut pourrait bien exister au même titre que SARL ou SAS. Cette évolution réglementaire, prévue dans la Loi PACTE, dépasse l'approche volontariste de la Responsabilité sociétale des entreprises, en endossant une forme nouvelle d'opposabilité de leurs engagements en matière d'impacts extra-financiers. Ce statut détermine de nouvelles règles de gouvernance et repositionne l'entreprise dans la société. Dans la même dynamique que l'économie sociale et solidaire, elle assume sa recherche conjointe de performance économique et d'impacts positifs sur la société. Des Etats-Unis à l'Italie, en passant par le Canada ou le Royaume-Uni, les entreprises à mission fleurissent et traduisent une dynamique puissante. Qui sont les pionniers ? Pourquoi choisissent-ils ces nouveaux statuts ? Pourquoi s'engagent-ils statutairement au-delà des ceux qui sont engagés dans la transition. Pour mettre en oeuvre cette mission, la directrice rappelle le savoir-faire du Comité 21 dans l'utilisation des ODD comme outils pour mettre en oeuvre le changement. Enfin, elle met en lumière les différents axes stratégiques de l'association pour 2019 - tels que la révision des statuts, la territorialisation grâce à la création d'un groupe associatif, ou encore la création d'un 5e collège dédié aux citoyens - ainsi que les projets centraux pour cette année. Pour en savoir plus

Appel à projet

Analyse de matérialité : rejoignez l'initiative de RSEDATANEWS !



En partenariat avec le Comité 21, le C3D et l'Orse, **RSEDATANEWS** lance un outil de comparaison et d'analyse de matrices de matérialité en open-source. Pour participer à cette initiative, il suffit de transmettre au cours du 1er semestre 2019 votre matrice de matérialité au format tableur (Excel ou CSV), ou votre historique (2010 à 2016). Au 2ème semestre 2019, RSEDATANEWS s'engage à les restituer gracieusement pour les membres du Comité 21 dans un outil permettant d'en superposer une sélection sous forme de "calques". Ce projet permettra ainsi de promouvoir et de partager les enjeux RSE, ESG et Développement Durable que les entreprises vivent au quotidien, ainsi que de mettre à disposition un outil commun et impartial pour enrichir les réflexion de chacun. Pour en savoir plus

Le Comité 21 dans la presse

Territoires et transition écologique : l'interview de Bettina Laville dans la revue Préventique

La revue bimestrielle Préventique propose une vision globale des risques qui peuvent jouer un rôle dans la prise de décision, offre des informations pour mieux les maitriser, ainsi que des pistes de réflexion pour l'action. Le numéro du mois de décembre était consacré à la problématique « Progrès écologique, social,

certifications existantes ? Comment se définit et s'évalue la mission ? Comment les parties-prenantes sont-elles associées à sa réalisation ? En quoi la mission sert-elle la performance et réciproquement ? Voici quelques-unes des questions qui seront abordées lors de cette journée. Pour en savoir plus. *Contact : Stéphanie Wytrykowski - wytrykowski@comite21.org*

Les 21 et 22 mars, découvrez le programme et les intervenants qui participeront à l'Université des adhérents du Comité 21 Grand Ouest !

Si le GIEC et ses rapports successifs sur le changement climatique sont aujourd'hui connus, ce n'est pas le cas du Panel International sur le Progrès Social (IPSP) qui propose une évaluation des tendances à long terme de nos sociétés. Son rapport, intitulé « Rethinking Society for the 21st Century », nous apprend - s'il en était encore besoin - qu'il n'y aura pas de préservation de la planète sans justice sociale, la combinaison des deux constituant par ailleurs l'un des garants de nos démocraties. Il nous invite à envisager, de manière réaliste, des sociétés offrant des procédures de décision plus coopératives ; la compétition étant considérée comme le principal moteur des dysfonctionnements sociaux, économiques, écologiques et même politiques à l'échelle mondiale. Si le rapport souligne la grande richesse des innovations participatives à travers le monde, il met en avant la faible inclusion des minorités dans les processus démocratiques. Il appelle également de ses voeux une réforme de la gouvernance des entreprises pour mieux prendre en considération l'intérêt des parties prenantes ainsi que les enjeux de bien commun, qui conditionnent la durabilité des activités économiques. Pour débattre de ces sujets dans une ambiance conviviale, le Comité 21 Grand Ouest organise les **21 et 22 mars 2019** son Université des transitions, réunissant son réseau d'adhérents et des intervenants de tous horizons. Vous aurez ainsi l'occasion d'échanger avec **Thierry Burlot, Julie Chabaud, Guillaume Coutey, Paul Fattal, Emery Jacquillat, Bettina Laville et Camille Lemouzy !** *Pour en savoir plus. Contact : Antoine Charlot - charlot@comite21.org / Clara Canac - canac@comite21.org*

Le Comité 21 partenaire

Le Comité 21 participe à l'édition 2019 du salon Produrable !

La 19e édition du salon **Produrable** se tiendra les 9 et 10 avril prochains. Cet événement professionnel rassemble de nombreux acteurs de l'économie durable et permet de mettre en valeur les solutions dans ce domaine, avec pour thèmes phares cette année : la production et la consommation responsables, la finance à impact positif et la « ville à vivre ». Le Numérique éthique et responsable comptant parmi les deux enjeux clés de cette édition, aux côtés de la Biodiversité, le Comité 21, partenaire de Produrable, animera le **10 avril** un débat sur « L'intelligence artificielle au service de l'environnement ». Pour en savoir plus

quels liens avec les territoires ? », avec un dossier spécial dédié aux liens entre ces progrès et les territoire. C'est dans ce dossier que **Bettina Laville**, présidente du Comité 21, était invitée à apporter sa contribution sur le thème « Les territoires, enjeux et agents de la transition écologique ». Elle y expose notamment les risques que la poursuite de l'expansion du modèle socio-économique implique. Cependant, selon la présidente du Comité 21, l'Agenda 2030 offre un programme pour la transformation de ce modèle grâce aux 17 ODD et constitue ainsi un véritable instrument de management du risque. Elle décrit également les évolutions en cours dans les villes sur de nombreux enjeux tels que l'innovation sociale, l'énergie, la biodiversité, les mobilités, mais aussi au coeur des territoires, avec la multiplication des « Agenda 21 » locaux ... En savoir plus.

Appel à projet

Lancement de la 2e édition des Trophées de l'Adaptation au changement climatique en Méditerranée

2e édition 2018-2019 TROPHÉES DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE EN MÉDITERRANÉE

A l'occasion du Sommet Africités, qui a eu lieu à Marrakech au mois de novembre dernier, la 2e édition des Trophées de l'Adaptation au changement climatique en Méditerranée, organisée par **l'ADEME** et ses partenaires méditerranéens, a été lancée, et reste ouverte aux candidatures jusqu'au 20 mars. Ces trophées ont pour objectif de récompenser les actions les plus exemplaires en matière d'adaptation, à l'aune de trois catégories : aménagements, infrastructures et bâtiments ; écosystèmes et ressources naturelles ; méthodes de conception et de mise en oeuvre de politiques publiques. Ce concours invite collectivités locales, universités, agences publiques, ONG et entreprises associées à des acteurs locaux menant des actions dans le domaine de l'adaptation, à participer. Vous avez jusqu'au 20 mars pour déposer votre candidature. Pour en savoir plus

A lire

« Une agronomie pour le XXIe siècle » de Guy Richard, Pierre Stengel, Gilles Lemaire,

Le magazine Option Finance organise les « Rencontres Climat et Finance durable »

Option Finance - le magazine de référence des décideurs financiers - organise un évènement de place dédié aux acteurs de la finance et des entreprises, le **jeudi 7 février prochain**, à la Maison des Arts & Métiers à Paris 16e : l**es Rencontres Climat et Finance durable.** L'objectif de cette 3ème édition est de partager les réflexions et retours d'expériences sur le rôle du secteur financier dans l'évolution de notre environnement afin de mettre en perspective les enjeux de la dimension sociale en entreprise et l'impact de la communauté financière sur l'avenir de notre planète. Cet événement rassemblera plus de 200 professionnels autour des investisseurs (institutionnels, conseillers en gestion de patrimoine et gestionnaire d'actifs) mais aussi des émetteurs et arrangeurs de la place et sera introduit par Pascal Canfin, directeur général de WWF. Pour en savoir plus

Le nouveau numéro d'UP le mag sur l'enjeu de la voiture et ses alternatives

Présidé par Jean-Marc Borello, UP le mag est un magazine trimestriel du Groupe SOS, abordant les questions de consommation responsable et de développement durable en France. Le 22e numéro, intitulé « Peut-on se passer de la voiture ? », questionne la place de l'automobile dans notre société. Partant du constat de l'urgence de limiter les effets du changement climatique, ce numéro décrit certaines alternatives à la voiture (véhicules électriques, promotion du vélo et développement des transports en commun), qui représente aujourd'hui 29% des émissions de CO_2 liés aux transports. Autour de ce dossier, le magazine présente également une interview d'Eloi Laurent, économiste et enseignant à Sciences Po et Standford, abordant son nouvel ouvrage « *L'impasse collaborative. Pour une véritable économie de la collaboration* », ainsi que d'autres dossiers et reportages. Pour en savoir plus - S'abonner

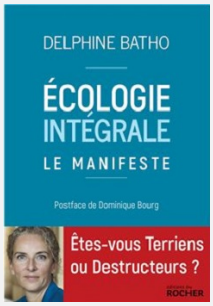
Une offre spéciale du média RSEDATANEWS pour les adhérents du Comité 21 !

RSEDATANEWS est un média indépendant dédié aux professionnels de la RSE, de l'ISR, de l'ESG et du développement durable. Les journalistes de la rédaction élaborent quotidiennement une information professionnelle, impartiale et transparente : veille, articles, enquêtes, pratiques et tendances pour les directions RSE et DD en entreprise, les équipes Sustainability des conseils, les équipes ESG et ISR des investisseurs, asset managers et asset owners et banques de financement. Le prisme rédactionnel met l'accent sur les enjeux des business models durables et sur la gouvernance. L'offre d'information combine actualité (bulletin de veille quotidien, articles, enquêtes et interviews), data (annuaire et base finance verte & labels), et une exclusivité (outil d'analyse transversale de de rapports extrafinanciers). Soucieux de transparence, RSEDATANEWS s'est doté d'une charte déontologique afin d'accomplir ses missions en toute objectivité. Détenu à 100% par ses fondateurs indépendants, ce média est agréé par la Commission Paritaire des Publications et Agences

Pierre Cellier et Egizio Valceschini

La modernisation agricole a eu de lourds impacts négatifs sur l'environnement, dont l'agriculture subit en retour les conséquences. Dans un contexte de bouleversement climatique, et face à l'augmentation démographique et au changement des régimes alimentaires, il est crucial de nourrir l'humanité sans continuer à dégrader la planète. L'enjeu des agricultures est de produire en réduisant drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, sur des espaces agricoles limités où doivent être préservés la biodiversité, la qualité des ressources, les sols, les eaux, l'air... Cet ouvrage collectif, publié à l'occasion des vingt années d'existence du département Environnement et Agronomie de l'Inra, fait le point sur les avancées réalisées dans ce sens. Il montre qu'une communauté de chercheurs, pluridisciplinaire et diversifiée, s'est organisée pour s'engager résolument dans des recherches sur les grands cycles biogéochimiques, la valorisation de la biodiversité, l'impact, l'adaptation et l'atténuation du changement climatique, la conception de systèmes de culture agro-écologiques ... Pour en savoir plus. *Ed. Quae - 304 pages - 39,50€*

« Ecologie intégrale. Le Manifeste » de Delphine Batho



Toute femme, tout homme, tout être humain est appelé à devenir Terrien. Nous sommes des êtres naturels enracinés dans le vivant. Face à nos peurs légitimes, à l'état de sidération que provoquent les destructions de la nature que nous constatons désormais de visu, à l'angoisse que nous ressentons devant la catastrophe planétaire en cours, il faut redonner ce sens à nos vies : nous sommes des vivants. C'est notre joie de vivre, la fraternité avec nos semblables, l'amour de la nature, notre harmonie avec l'ensemble du vivant qui peuvent nous permettre de soulever des montagnes, augmenter notre puissance d'agir et abattre l'ordre ancien des Destructeurs. L'écologie intégrale entend rassembler autour de son projet par la raison et la conviction, mais aussi par les sentiments et les émotions. Elle va puiser ses forces dans une écologie intérieure qui représente une nouvelle étape de l'évolution humaine. La révolution mentale que nous devons accomplir est d'embrasser l'ensemble du vivant comme étant partie de nous-mêmes. Pour en savoir plus. *Ed. Rocher* - 120 pages - 9,90€

« Les territoires de la transition énergétique » de Sylvie Douzou, Marc Guyon et Simon Luck

Nouveaux territoires, nouveaux bouquets énergétiques, nouveaux modèles économiques, nouvelles citoyennetés, nouveaux acteurs, nouveaux équilibres entre le local et le global,

de Presse (CPPAP), adhérente au Syndicat National de la Presse Professionnelle (FNPS - SPEJP) et signataire du Global Compact. Nous vous informons que les adhérents du Comité 21 bénéficient d'un tarif très préférentiel pour accéder aux services de RSEDATANEWS. Ce tarif donne accès aux offres suivantes : 15% de remise permanente sur les 3 formules d'abonnement (actualité RSE-ESG, DD et ISR) ; actualité + Base de données, Annuaire et Finance Verte ; une exclusivité RSEDATANEWS : l'Analyseur de rapports extra-financiers. A partir de 756€ à 2933€ HT/an selon formule et nombre d'utilisateurs. Pour en savoir plus - Bulletin d'abonnement adhérents du Comité 21

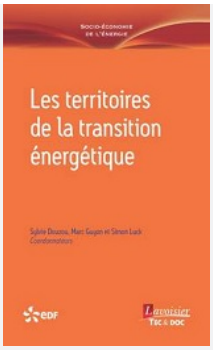
Agenda du Comité 21

- **24 janvier** : 4ème réunion du GT « Mobilisation des entreprises » de la feuille de route des ODD pour débriefer du Copil de Haut Niveau du 11 janvier et définir les prochaines étapes en vue de la présentation de cette feuille de route par Emmanuel Macron à l'ONU en septembre 2019

- **7 février** : 3ème édition des « Rencontres Climat et Finance Durable » organisées par Option Finance

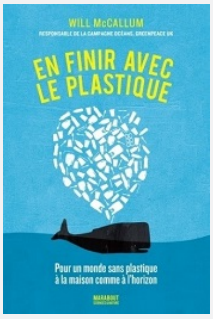
- **27 février** : Intervention de Sarah Schönfeld à la 3e étape du Tour des Territoires à Lacenas (69) « Et si nous produisions ensemble notre propre énergie ? » - Notre Village - en savoir plus

- **28 février** : 5ème réunion du GT « Mobilisation des entreprises » de la feuille de route des ODD. Si vous souhaitez y participer, n'hésitez pas à contacter Sarah Dayan - dayan@comite21.org



etc. : la transition énergétique n'en finit pas de se négocier au pluriel selon des dimensions politiques, économiques, technologiques, environnementales, climatiques ou encore sociales. Ce livre a donc choisi de témoigner de la diversité et de l'originalité du développement de ces transitions énergétiques en Europe à partir de trois pays européens - Allemagne, France et Royaume Uni - comparables en termes de taille, de population, de développement économique et d'influence politique. Les transitions énergétiques « en cours » sont confrontées à l'histoire des systèmes énergétiques nationaux et aux inerties qui en découlent. Elles se renégocient localement en fonction des contextes nationaux, des possibilités technologiques, y compris financières, des actions des acteurs et des expertises qu'ils mobilisent, avec en arrière fond les enjeux sociétaux actuels. Les expérimentations et les recherches présentées dans ces différents contextes nationaux permettent de prendre du recul tout en accordant une importance déterminante à la question des territoires. Cet ouvrage, point d'orgue d'un programme de recherche international mené pendant deux années à l'Institut d'études avancées de Paris, présente les transitions énergétiques en cours en Europe à partir d'une comparaison originale des recherches et expérimentations menées dans trois contextes nationaux différents. Pour en savoir plus. *Ed. Lavoisier - 140 pages - 29€*

« En finir avec le plastique. Pour un monde sans plastique à la maison comme à l'horizon » de Will McCallum



Environ 12,7 millions de tonnes de plastique finissent dans les océans chaque année, et tuent plus d'1 million d'oiseaux et 100 000 mammifères marins. Dès 2050, en volume, il pourrait y avoir plus de plastique que de poissons dans la mer. Face à ce raz-de-marée, fléau écologique de notre époque, comment pouvons-nous faire changer les choses ? Ce guide accessible vous aidera à adopter les petits gestes qui changent tout : remplacer le jetable par du réutilisable, organiser un nettoyage de plage dans votre région, militer auprès des entreprises et des politiques pour leur faire prendre des mesures collectives. Pour en savoir plus. *Ed. Marabou* - 223 pages - 15,90€

Comité 21

Paris
4, rue Foucault
75016 Paris
Tél : 01 55 34 75 21
comite21@comite21.org

Réseau Grand Ouest
3, Bd de la Loire
44200 Nantes
Tél : 02 28 20 60 80
comite21@comite21.org

www.comite21.org